

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE BLANCHE, 25.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36



S'adresser, pour toutes les communications, au citoyen SOMMIER, 25, rue Blanche.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CHAVIGNY.

Paris, 13 mars.

Hier, la *Presse* nous gourmandait à propos de nos seize quartiers de radicalisme; aujourd'hui, voici venir le *Siècle*, flanqué de sa cohorte d'actionnaires, les ex-députés dynastiques, portant le drapeau. Ce journal apprécie ainsi la marche du gouvernement :

« Tandis qu'il dépendrait de lui d'asseoir solidement la République sur le sol et de conserver la confiance en se montrant lui-même confiant et résolu, on dirait qu'il hésite entre deux frayeurs, qu'il reste suspendu entre deux tendances. D'un côté est la masse de la nation, prête à se serrer derrière lui s'il donne, par sa fermeté, une complète garantie aux principes sociaux; de l'autre, une minorité impatiente, inquiète, fougueuse, qui ne lui accorde un concours transitoire qu'à la condition de lui faire la loi et de le pousser aux aventures. »

Arrêtons-nous ici. D'abord, nous demandons au *Siècle* quels sont ses principes sociaux. L'heure est passée de ces généralisations vagues si commodes pour les irresolus expectants. Nous comprenons la position d'un rédacteur décidé à bien servir la République, nous voulons le croire, mais aussi fortement tiraillé par les intérêts de ses sociétaires. Or, les positions particulières doivent fléchir devant l'intérêt général. Tant pis pour qui se jette dans ces situations où la libre action n'est guère permise.

Le *Siècle* nous paraît aussi mal renseigné quand il nous appelle une *minorité*; nous laissons de côté les épithètes. S'il eût mieux étudié la statistique de Paris, il saurait que cette ville immense renferme, année commune, deux cent mille ouvriers valides, parmi lesquels les cordonniers-bottiers comptent pour trente mille, les ébénistes pour vingt mille, les coteriers du bâtiment pour cent mille. En dehors de ce chiffre, il existe encore une population de trente à quarante mille hommes, garçons de magasin, commis de commerce et de banque, hommes de peine. Ces nouveaux citoyens sont tous appelés à voter aujourd'hui. Si nous ajoutons à ce nombre les gardes nationaux républicains, si nombreux déjà avant le 24 février, nous ne dirons rien d'exagéré en portant à trois cent cinquante mille le nombre des votants pour la République. Les femmes et les enfants déduits de la masse de la population, le *Siècle* a-t-il à nous opposer une pareille masse?

Quant à l'irrésolution gouvernementale dont le *Siècle* parle, cela peut avoir cours dans les petits conciliabules de ses amis; mais nous l'engageons à n'en rien croire.

Puisqu'il ne plaît pas encore au journal de M. Barrot de faire connaître ses principes sociaux, nous lui donnerons en deux mots un spécimen des nôtres. Il est infâme, de la part des riches, de vouloir faire peser la plus lourde part de l'impôt sur le pauvre qui manque du nécessaire. Ce mode était sans doute fort commode pour les imitateurs, chez nous, de l'oligarchie anglaise; mais le 24 février a détruit ce beau système, et nous ferons tous les efforts imaginables pour qu'il ne reparaisse plus.

La marmite représentative, pour nous servir de l'expression de P.-L. Courier, qui avait donné dans la *charte en plein*, comme les patrons du *Siècle*, la marmite représentative est renversée, disons mieux, brisée en éclats.

Est-il besoin d'ajouter que toute la France, campagnards, ouvriers, etc., est lasse de s'épuiser au profit de quelques privilégiés?

Le *Siècle* ajoute :

« Cette situation est parfaitement comprise de tout le monde. Quand le *National* prend un ton agressif contre des hommes dont la sincérité ne saurait lui être suspecte; quand il traite déjà comme des adversaires ceux que la *Réforme*, seule fidèle à ses précédents, traite ouvertement en ennemis; quand on signifie aux anciens députés de l'opposition que c'est une insigne faveur pour eux de n'être pas exclus, ou bien que le passé les condamne à la retraite, au silence, à l'expiation tranquille des doux loisirs (nous avons dit quelque chose de semblable), chacun se demande où sont donc ces milliers de républicains radicaux, anciens, connus, éprouvés, qui doivent seuls occuper toutes les fonctions publiques, toutes les magistratures, tous les sièges à l'assemblée nationale, tous les postes de confiance ou d'honneur? Encore une fois, la France est-elle un pays conquis? Va-t-elle se trouver livrée à une invasion ultra-républicaine comme autrefois à l'émigration? Quoi! des hommes qui ont combattu avec vous pendant plusieurs années pour la cause du droit, de

la dignité nationale et de la liberté vous sont devenus tout à coup importuns ou suspects? »

Ici, le *Siècle* et ses actionnaires nous font, à peu de chose près, l'effet des grenouilles de La Fontaine. Seulement, il importe de leur dire que la République n'est point du tout un soliveau. Elle s'est montrée généreuse et digne, elle veut continuer à l'être, mais à la condition qu'on n'usera pas envers elle de menaces qui ne seraient que ridicules si elle n'avait encore sous les yeux le spectacle de cette immense lâcheté commise par les coryphées de l'opposition à propos du rendez-vous donné pour le banquet. Ah! poltrons, qui désertez devant le front de vos troupes, vous êtes déjà devenus fanfarons et provocateurs? Ah! vous nous comparez aux ultras de l'émigration! Émigration! le mot est malheureux; il nous rappelle que ces royalistes du vieux temps dont votre chef, M. O. Barrot, portait alors l'uniforme, nous ont arraché, les baionnettes étrangères sur la gorge, le milliard de l'indemnité; il nous rappelle encore que ce même chef, l'apôtre de la dynastie, est un des hommes qui ont fait le plus de mal au pays avec sa théorie pusillanime et immorale du fait accompli; il nous rappelle que lui et M. Thiers, M. Thiers et lui, ont toujours proposé et voté les mesures les plus désastreuses; il nous rappelle que c'est au moyen de leur jonglerie politique que l'homme qui a volé la caisse d'épargne est parvenu à mettre la France à la gêne en lui extorquant au moins huit milliards; il nous rappelle enfin que nous n'avons jamais renoncé à notre droit de revendication.

Ah! vous faites les fanfarons! Eh bien, nous disons aux électeurs :

MM. Thiers, Barrot, etc., ont voté le cadre de cent régiments pour vous opprimer; ils ont voté les fortifications, les lois de septembre et toutes les infamies de leur cher système. Pour une misérable ambition personnelle, ils ont agité le pays pendant six mois; puis, le moment venu, ils ont lâchement déserté après vous avoir donné rendez-vous. Ce qu'ils voulaient, ils le veulent encore : la régence et être ministres.

Électeurs, vous connaissez les hommes; prononcez. Maintenant nous dirons au *Siècle*, dans la rédaction duquel nous avons autrefois compté des camarades, écoutez les questions que nous allons poser :

Avez-vous connaissance des clubs distingués, tenus à huis clos, dans lesquels on agite la question de la régence et du retour du petit comte de Paris?

Avez-vous connaissance que MM. Barrot, Thiers, Dufaure aient fait ou fassent encore partie de ces réunions?

Si vous nous donnez votre parole d'honneur que ces faits n'existent pas, nous rendrons hommage à votre bonne foi; mais nous n'en persisterons pas moins à vous croire mal informés.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire, Considérant que le châtiment corporel dégrade l'homme;

Qu'il appartient à la République d'effacer de la législation tout ce qui blesse la dignité humaine;

Que c'est un bon exemple à donner au monde;

Que la suppression des peines corporelles, en affirmant dans la marine le sentiment de l'honneur, ne peut que donner aux matelots une idée plus haute de leurs devoirs et leur inspirer plus de respect encore pour eux-mêmes et pour les lois de la discipline,

Décète :

Les peines de la bouline, de la cale et des coups de corde sont abolies. Jusqu'à révision complète du Code pénal maritime, elles seront remplacées par un emprisonnement au cachot, de quatre jours à un mois.

Fait à Paris, le 12 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, ARAGO, CRÉMIEUX, LEDRU-ROLLIN, GARNIER-PAGÈS, MARIE, MARRAST, LOUIS BLANC, FLOCON, ALBERT.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire, PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire, Informé que dans plusieurs villes, des demandes en

liberté, formées sur référent par des détenus pour dettes civiles ou commerciales, ont été rejetées sur le motif que le décret du 9 mars 1848 ne pouvait avoir d'effet rétroactif;

Considérant que les termes du décret sont absolus, que la mesure d'humanité ordonnée par le Gouvernement provisoire serait évidemment incomplète si elle ne s'appliquait aux détenus pour dettes.

Décète :

Tous les détenus pour dettes civiles ou commerciales seront immédiatement et provisoirement mis en liberté, en vertu du décret rendu le 9 mars 1848 par le Gouvernement provisoire.

Fait en séance à l'hôtel de ville, le 12 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ALBERT, MARIE, LEDRU-ROLLIN, FLOCON, CRÉMIEUX, LOUIS BLANC, ARAGO.

Pour ampliation :

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de la justice,

AD. CRÉMIEUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire, Vu le décret du 27 février dernier, qui prononce la dissolution du conseil municipal de Paris;

Considérant qu'il convient d'appliquer la même mesure au conseil général de la Seine, dont le mandat émanait également du principe d'électorat privilégié;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le conseil général du département de la Seine est dissous.

Art. 2. Le membre du Gouvernement provisoire, maire de Paris, est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la marche des services auxquels les membres du conseil étaient appelés à ce titre à donner un concours d'administration ou de surveillance.

Fait à l'hôtel de ville de Paris, le 12 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

ARMAND MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ARAGO, ALBERT, MARIE, CRÉMIEUX, DUPONT (de l'Eure), LOUIS BLANC, LEDRU-ROLLIN, FLOCON, LAMARTINE.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire, PAGNERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Le nombre des conseillers d'Etat en service ordinaire est réduit de trente à vingt-cinq.

Cessent de faire partie du conseil d'Etat comme conseillers d'Etat en service ordinaire :

MM. Jacqueminot de Ham;

Félix Réal, ancien député;

D'Haubersaert, ancien député;

Mottet, ancien député;

Tupinier, ancien pair;

Liadières, ancien député.

M. Boulatinier, maître des requêtes en service ordinaire, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire; M. Vieillard, ancien député, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire.

Cessent de faire partie du conseil d'Etat comme maîtres des requêtes en service ordinaire :

MM. Lelorgne d'Ideville, ancien député;

Debonnaire de Gif;

Achille Guilhem;

Rudon de Beaupréau;

Laffon-Ladebat.

M. Daverne, avocat aux conseils et à la cour de cassation, est nommé maître des requêtes en service ordinaire.

M. Turmet, ancien magistrat, est nommé maître des requêtes en service ordinaire.

Fait à Paris, en l'hôtel de ville, le 12 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, MARRAST, GARNIER-PAGÈS, ALBERT, MARIE, LEDRU-ROLLIN, FLOCON, CRÉMIEUX, LOUIS BLANC, ARAGO.

Pour ampliation :

Le ministre de la justice, AD. CRÉMIEUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire de la République Arrête :

M. Etienne Conti, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats près la cour d'appel d'Ajaccio, membre du conseil général de la Corse, est nommé procureur général auprès de ladite cour d'appel, en remplacement de M. Dufresne.

Fait au siège du Gouvernement, à l'hôtel de ville de Paris, le 11 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

DUPONT (de l'Eure), ARAGO, ALBERT, CRÉMIEUX, FLOCON, GARNIER-PAGES, LAMARTINE, LOUIS BLANC, MARRAST, MARIE, LEDRU-ROLLIN.

Par ampliation :

Le ministre de la justice,
AD. CRÉMIEUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

M. Sérot est nommé premier avocat général à la cour d'appel de Metz, en remplacement de M. Limbourg, révoqué.

M. Briard, avocat, est nommé avocat général à la même cour, en remplacement de M. Faultrier, révoqué.

M. Jacquinet, bâtonnier des avocats près la cour d'appel de Metz, est nommé substitut du procureur général près la même cour, en remplacement de M. Sérot, nommé premier avocat général.

M. Demongeon, avocat, est nommé substitut près la même cour.

M. Moisson est nommé commissaire du Gouvernement près le tribunal de Metz, en remplacement de M. Lacroix, révoqué.

M. Bethuys, avocat au Mans, est nommé commissaire du Gouvernement près le tribunal de Saint-Calais, en remplacement de M. Guépin, démissionnaire pour cause de maladie grave.

M. Guillois, ancien notaire, premier suppléant, est nommé juge de paix au canton des Ponts-de-Cé, près Angers, en remplacement de M. Hamille.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre de la guerre,
Vu le livre IV, titre 1^{er} du Code de commerce ;
Vu l'art. 3 de l'ordonnance du 24 novembre dernier, sur l'organisation de la juridiction commerciale en Algérie ;
Vu le décret du gouvernement provisoire du 2 de ce mois,

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont nommés :
Président du tribunal de commerce d'Alger, le citoyen Bournichon ;
Juges près le tribunal de commerce d'Alger, les citoyens Suquet, Lichtlin, Alphandéry, Couput, Gabriel, Belloir, Coeur-de-Roi, Tiron, Lechène, Fourchon ;
Juges suppléants près le même tribunal, les citoyens Kobb, Charpentier, Warot, Villiers, Ménager, Bournat et Sadia-Lévi-Valensin.

Art. 2. Les fonctions conférées par l'article précédent seront exercées pendant deux ans par les citoyens Bournichon, Suquet, Lichtlin, Alphandéry, Couput, Gabriel, Kobb, Charpentier, Warot, et pendant un an seulement par les citoyens Belloir, Coeur-du-Roi, Tiron, Lechène, Fourchon, Villiers, Ménager, Bournat et Sadia-Lévi-Valensin.

Art. 3. Le gouverneur général de l'Algérie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 7 mars 1848.

Le ministre de la guerre,
Général SUBERVIE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre des travaux publics

Arrête :

M. Vatout, président du conseil des bâtiments civils, est révoqué de ses fonctions.

Paris, le 12 mars 1848.

Le ministre provisoire des travaux publics,
MARIE.

Intérieur.

La préfecture de police de Paris est rentrée dans les attributions du ministère de l'intérieur.

Le chargé d'affaires d'Espagne est venu lire à M. de Lamartine une dépêche du ministre des affaires étrangères d'Espagne, disant que le gouvernement entre-tiendra avec le Gouvernement provisoire actuel les mêmes bonnes relations internationales qui, par un intérêt réciproque, ont existé jusqu'ici entre les deux pays.

Le ministre plénipotentiaire des villes anséatiques est venu au ministère des affaires étrangères assurer M. de Lamartine de la disposition des républiques qu'il représente à entretenir les mêmes rapports avec la République française.

Il y a eu inexactitude dans le compte rendu de la visite faite à M. de Lamartine par l'ambassadeur de Sardaigne. Cet ambassadeur a simplement notifié à M. le ministre des affaires étrangères qu'il était autorisé pour le moment à entretenir des relations officieuses avec le Gouvernement français.

M. le ministre de la justice s'occupe de réductions dans le personnel de son administration. Il a supprimé les fonctions de sous-directeur de la division des affaires criminelles et des grâces. Il prépare d'autres suppressions qui amèneront de notables économies.

Dépêche télégraphique de Brest, reçue par le courrier.

Le 9 mars 1848, à trois heures du soir.

Le préfet maritime au ministre de la marine.

J'ai reçu hier soir votre dépêche télégraphique du 7.

Ce matin même, j'ai proclamé la République en tête des équipages de ligne et des bâtiments dans le port, ainsi que des troupes de la marine.

Demain, la même proclamation sera faite à bord des bâtiments de la rade. J'ai reçu partout une adhésion complète et empressée. Je vous en adresserai prochainement les procès-verbaux.

Pour copie :

L'administrateur des lignes télégraphiques,
ALPHONSE FOY.

A l'occasion d'une lettre adressée au *National* par le général Duchand, ce journal répète, malgré ce qui a été dit dans le *Moniteur* du 10 mars courant, qu'une nouvelle commission a été récemment créée pour le service de l'artillerie.

Nous insistons de nouveau : rien de pareil n'a été fait.

Voici la confusion qui a probablement donné lieu à l'erreur reproduite par le *National*, erreur très-concevable, d'ailleurs, en raison des termes peu explicites de la lettre en question.

Le comité consultatif de l'artillerie, lequel existe depuis longues années, est composé d'officiers généraux de l'arme, dont le nombre avait paru trop élevé, et il a été question de le réduire. C'est probablement de ce comité réorganisé que le *National* a voulu parler ; mais jusqu'ici aucune suite officielle n'a été donnée à ce projet de réorganisation.

Quant au général Duchand, c'est uniquement comme étant le plus ancien des généraux de division faisant partie du comité de l'artillerie, depuis la mise en non-activité du général Gourgaud, qu'il s'est trouvé naturellement appelé à présider ce comité jusqu'à nouvel ordre ; et, nous le répétons encore, il n'y a dans tout ceci aucune création de nouvelle commission d'artillerie.

Le Gouvernement provisoire a reçu une députation de deux mille Suisses résidant en France. M. Barman, ancien président du grand conseil du Valais, au nom de la députation, s'est exprimé en ces termes :

« Citoyens suisses domiciliés à Paris, témoins des mémorables événements qui viennent de s'y accomplir avec tant de rapidité, nous avons admiré l'héroïsme de la population de la grande cité, sa modération après le triomphe, le prompt retour à l'ordre, le courageux dévouement qui vous a fait accepter le poids des affaires dans ces jours difficiles, le ralliement de tous les citoyens autour du drapeau que vous avez élevé et sous lequel sont venus s'abriter, comme dans un port après l'orage, tous les intérêts et toutes les opinions.

« En vous exprimant ces sentiments, messieurs, nous ne sommes que la faible écho de l'immense cri de joie sorti de nos montagnes à la première nouvelle de ce grand événement qui aura tant d'influence sur les destinées des nations, et qui, nous aimons à l'espérer, resserrera plus que jamais, dans une communauté de principes et de sentiment, cette antique alliance entre la France et la Suisse, que le gouvernement déchu, sourd à la voix et au murmure de la nation, s'efforçait de briser.

« La Suisse conservait alors, seule entre les nations de l'Europe, le précieux dépôt du régime républicain, et le moment semblait approcher où les gouvernements absolus et leurs auxiliaires la frapperaient au cœur. Après y avoir fomenté la discorde et soutenu une minorité factieuse, ces gouvernements déniaient même à un peuple libre et indépendant le droit de développer ses institutions, c'est-à-dire le droit de vivre.

« Tous ces projets sont déjoués, ces espérances brisées, grâce à la ferme attitude de la Suisse et aux principes de respect et d'indépendance pour les peuples que vous venez de proclamer, et qui, déterminant l'explosion du patriotisme longtemps comprimé d'une de nos plus intéressantes peuplades, ont fait disparaître du sol helvétique le dernier vestige de la féodalité.

« Le manifeste qui développe ces principes d'une manière si brillante consacre à notre chère patrie un souvenir qui nous a profondément touchés, et le Gouvernement provisoire ne pouvait donner à la Suisse un témoignage plus marquant de ses dispositions bienveillantes qu'en choisissant pour y représenter la France un général patriote et populaire qui a si chaleureusement défendu notre indépendance.

« La Suisse, à son tour, poste avancé et forteresse de la démocratie, bouclier placé sur le cœur de la France, la Suisse devenue plus homogène et plus forte se souviendra, si jamais ses 200,000 citoyens soldats sont appelés à défendre leur liberté, qu'en combattant pour elle-même elle combat aussi pour la France devenue sa sœur.

« Veuillez, messieurs, comme gage de nos sympathies, recevoir ce drapeau sous lequel la confédération suisse a récemment triomphé pour le maintien de son unité, ce drapeau qui flotte maintenant sur les cimes de nos Alpes, à l'avant-garde de la grande armée, chaque jour plus nombreuse, des défenseurs de la liberté. »

M. Armand Marrast, au nom du Gouvernement provisoire, a répondu :

« Citoyens de la République helvétique, le Gouvernement provisoire est très-heureux de voir aujourd'hui un aussi grand concours de nos frères, les habitants ou les nés de la Suisse, qui viennent rendre hommage à la manière dont le peuple français a su conquérir ses droits. Comme vous l'avez dit, vous étiez les seuls en Europe qui eussiez conservé le régime républicain, et dans ces derniers temps vous avez donné une magnifique preuve que le sentiment national, quand il est soutenu par de nobles cœurs, suffit pour résister à toutes les coalitions de l'Europe.

« La France, vous l'avez vu, vous qui habitez Paris, suivait avec la sympathie la plus profonde la lutte inégale que vous souteniez. Vous n'aviez alors pour vous que l'opinion du pays ; aujourd'hui vous n'auriez pas seulement le cœur de la France, mais vous auriez au besoin sa force, ses bras. (Bravo ! bravo ! Vive la République ! Vive le Gouvernement provisoire !)

« Dans le manifeste qui exprime les pensées du Gouvernement provisoire, nous avons établi comme un principe sacré l'indépendance complète des nations, le droit inviolable qu'elles ont de s'organiser chez elles comme elles l'entendent, suivant les volontés de la

majorité populaire, et de faire prévaloir leurs intérêts, leurs droits, leur nationalité, leur vie propre. Ces principes sont désormais placés sous la garantie non pas seulement de la France, qui sera fière de marcher à la tête des peuples libres, mais de tous les peuples qui sentiront le besoin de s'unir comme des frères pour défendre ces principes qui sont la condition de leur existence.

« Nous sommes certains que si l'Europe absolutiste, oubliant tout ce qu'il y a de puissance dans les principes de droit, de vérité, osait porter atteinte à cette souveraineté sociale s'organisant librement elle-même, nous trouverions dans toutes les nations européennes un concours, immense, infini ; elles se lèveraient toutes comme un seul homme ; elles se sentiraient liées par ce lien invincible du droit, et devant ces masses animées de toutes les ardeurs de la liberté, l'absolutisme provocateur et téméraire reculerait au delà des steppes du désert. (Bravo ! bravo !)

« Nous n'avons plus aujourd'hui qu'à organiser pacifiquement et souverainement chez nous les institutions qui doivent garantir pour le peuple entier tous ses droits, protéger tous ses intérêts, donner de la puissance et de la force à tous ceux qui autrefois étaient opprimés et qui ont droit de prendre sur part des bienfaits de la civilisation, de la chaleur du soleil.

« Pendant très-longtemps les majorités, je ne dis pas parmi vous, car vous êtes, comme citoyens, armés de tous les moyens qui permettent à chacun d'exprimer ses vœux et de ramener à son opinion, mais les majorités en Europe étaient opprimées, exploitées, mises pour ainsi dire en coupes réglées par un petit nombre de privilégiés. Ce legs honteux du moyen âge, la République ne l'acceptera pas. La souveraineté du peuple est son principe, la volonté nationale sa seule loi ; et dans cette nation, tout homme, en vertu de son droit d'homme, par cela seul qu'il porte une partie du fardeau, doit prendre sa part des bénéfices.

« Cette ère nouvelle a commencé pour notre patrie. J'espère que la France, en donnant cette impulsion dont vous parliez tout à l'heure, sera assez heureuse pour que l'écho de ses paroles retentisse partout où il y a des populations libres. J'espère qu'en Allemagne, comme en Espagne, comme dans toute l'Europe, ceux qui sont capables de comprendre ce qu'il y a de saint dans ce mot de *citoyen* sauront qu'il y a un devoir pour toutes les nations civilisées de l'Europe : c'est de s'entendre, c'est de s'unir, c'est de former non pas des forteresses bâties de moellons, mais des forteresses bâties de poitrines d'hommes, avec lesquelles nous pourrions non pas braver, mais renverser ce qui reste de despotisme, s'il est assez insensé pour attaquer une de ces familles que la France considère aujourd'hui comme ses sœurs.

« Nous recevons votre drapeau avec reconnaissance. Nous le mettrons dans la salle où déjà nous avons placé le drapeau de la république des États-Unis. Nous voulons que cette salle soit en quelque sorte le rendez-vous de toutes les républiques qui existent dans le monde.

« Peut-être est-il permis d'espérer que nous en verrons naître bientôt quelques autres qui viendront aussi nous apporter le signe extérieur de leur émancipation ! (Applaudissements.) Ce sera le signe de l'union de toutes les nations de l'Europe sous le triple dogme proclamé : *Liberté, Égalité, Fraternité*, alliance de tous les peuples ! (Vive la République !)

M. Marrast ajoute, en présentant le général Thiard à la députation :

« Nous avons été heureux de nous faire représenter auprès de vous par un aussi digne vétéran du patriotisme que notre respectable ami le général Thiard. Le Gouvernement provisoire aurait vainement cherché un meilleur moyen de témoigner à la Suisse combien son antique amitié nous est précieuse, et combien nous sommes heureux d'y ajouter un nouveau ciment. »

M. Barman. Le général trouvera dans nos montagnes l'accueil qu'il trouve ici au milieu de tous nos concitoyens. (Oui ! oui ! — Vive le général Thiard !)

Une députation de négociants et fabricants de Paris et de la banlieue s'est présentée à l'hôtel de ville à l'effet d'appeler l'attention du Gouvernement provisoire sur l'imminence d'une crise financière, et de proposer un ensemble de mesures destinées à la prévenir.

M. Pagnerre, secrétaire général du Gouvernement provisoire, leur a répondu en ces termes :

« Le Gouvernement provisoire vous remercie des renseignements que vous lui apportez dans une question aussi grave. Le Gouvernement a la double mission de soutenir le crédit public et le crédit privé (C'est cela ! c'est cela !), car, au fond, ce sont les deux termes d'un même problème, et il y a entre eux une corrélation nécessaire.

« Placé en présence de ces deux nécessités, le Gouvernement n'a pas failli au difficile devoir qu'elles lui imposaient. D'une part, les mesures prises par le ministre des finances, dans le but de tenir tous les engagements de l'Etat ; d'autre part, l'établissement d'un comptoir d'escompte pour l'industrie et le commerce, ont satisfait aux exigences réunies du crédit public et du crédit privé.

« Nous n'avons à nous occuper ici que de la question du comptoir d'escompte. La création de cette institution, éminemment démocratique, a nécessité un appel aux capitaux intelligents et de bonne volonté ; cet appel a été entendu. Une somme considérable a été déjà souscrite, et tout fait espérer que la totalité des actions sera bientôt réalisée.

« L'Etat garantit un tiers du capital, qui est fixé à 6 millions ; la ville de Paris un autre tiers. Sans doute une somme de 6,600,000 fr. serait insuffisante pour tous les besoins du commerce et de l'industrie ; mais ce sera un capital circulant. Au fur et à mesure de ses escomptes, le comptoir versera ses valeurs à la Banque de France et les échangera contre du numéraire. Au moyen de ce renouvellement continu, il pourra, nous l'espérons, faire face aux besoins de la place.

« L'installation du comptoir dans le Palais-National n'est retardée que par les préliminaires indispensables de l'appropriation du local à sa nouvelle destination.

« Je n'ai pas besoin de vous rappeler que le comptoir d'escompte a été spécialement institué en faveur du petit commerce. Si le Gouvernement m'a chargé de

la direction de cet établissement, c'est afin que l'esprit qui a présidé à cette utile création soit maintenu. Il est, à la vérité, de petits industriels occupant directement des ouvriers et qui, n'ayant pas de valeurs à escompter, restent en dehors des bénéfices de l'institution nouvelle. Il y a certainement quelque chose à faire pour eux. Nous nous en préoccupons très-sérieusement. Je crois qu'on pourra trouver un moyen de faire participer cette intéressante catégorie d'industriels au bienfait du comptoir.

« Nous sommes dans des circonstances extraordinaires, il ne faut pas l'oublier. Vous avez pu voir comment la République entend pratiquer ce grand principe de la fraternité et de la solidarité. Nous sommes loin de nous dissimuler les difficultés de votre situation. Malheureusement les saines doctrines du crédit sont encore loin d'être bien comprises et bien appliquées en France. On n'a guère confiance qu'au numéraire, et les valeurs en papier ne jouissent pas de la même faveur. Cette erreur s'effacera avec le temps. Mais ce n'est que par la confiance qu'on pourra arriver à ce résultat; tous les bons citoyens ne doivent donc rien négliger pour la faire naître. »

Après ce discours, qui a rencontré la plus vive approbation, la députation se retire en déclarant qu'elle s'en rapporte entièrement à la sagesse et au patriotisme éprouvés du Gouvernement provisoire.

Voici une œuvre nouvelle du citoyen Alexandre Weill. Si vous voulez avoir une idée d'un robinet à jeu continu de philosophie, d'histoire, de critique, de facéties plus ou moins lourdes, d'anomalies, etc., etc., etc., lisez le citoyen Weill. Cela soit dit sans prendre la valeur exacte des mots.

La forme ne fait pas plus de tort à la pensée, que la pensée à la forme. Vous allez en juger.

Le citoyen Weill parle : « J'ai usé mon esprit et ma plume en faveur des travailleurs, alors que le National les traitait du bas de son talon... »

Je prends ma tête à deux mains. En géométrie, le bas du talon doit s'entendre de la ligne droite qui sépare l'épiderme du plan de sustentation. Alors, selon le citoyen Weill, le National aurait mis les travailleurs plus bas que terre. Nous devons dire au citoyen Weill, avec toute l'urbanité possible, que nous n'en croyons rien.

Remarquez, toutefois, que pour trouver ces belles choses et bien d'autres encore, le citoyen Weill, antique républicain, a usé son esprit et sa plume. Hélas! que nous restera-t-il?

La Réforme, le National, la Démocratie, sont frappés d'anathème par le citoyen Weill. Mon Dieu! sauvez-les.

Et moi-même, pauvre, la peur me prend à l'aspect du style et des énergiques résolutions du citoyen Weill. Le style! Oserai-je dire que cette hachure de phrases, cette allure de gentilhomme moderne, cette outrecuidance des récents marquis, me semble accuser la correction d'un maître plus habile, pas assez habile pourtant pour n'avoir pas tout supprimé.

Je cite encore le citoyen Weill, même pour l'orthographe et la ponctuation : « Mais, au train que vont les amis aveugles du pouvoir provisoire, je crains que d'ici à quelque temps, tout le monde, y compris les républicains sincères, ne fasse des vœux et encore autre chose, pour se débarrasser d'une liberté qui n'est qu'un vain mot, et d'une fraternité qui fait diablement mine de n'être que celle des sourds-muets. »

Pardon! j'allais oublier quelque chose. Avant tout, je confesse humblement que je ne sais pas le grec. Cependant, si je recueille bien mes souvenirs, les professeurs m'ont dit *kaïos* et non *logos*; ils m'ont dit encore, *kaïos* signifie discours et non *verbe*, encore moins *dieu*. Pourtant je m'en rapporte à M. Weill.

Quant à l'autre chose encore que le citoyen Weill n'a pas osé mettre en toutes lettres, je me crois en droit de lui dire, et je parle sérieusement, que nous sommes prêts pour lui et son entourage. Nous ne sommes pas, nous, des ex-députés dynastiques.

J. CARAIGNE.

Nota. L'article du citoyen Weill est inséré dans la Presse de ce jour.

A propos de cette locution de l'helléniste : « Tout le monde, y compris les républicains sincères, » nous devons dire que c'est une imitation de ce paysan qui disait : « Toute la France et même Nogent-le-Rotrou. »

Le premier principe de la République est la justice; nous nous y conformons en exprimant ici la pensée des véritables patriotes sur le citoyen Coffineau, indignement calomnié et persécuté. Le citoyen Coffineau n'est point un dévastateur, un démolisseur quand-même, comme des peureux ou des traîtres voudraient le faire croire; c'est un homme qui connaît aussi bien ses devoirs que ses droits, et qui, la main sur la conscience, a le droit de lever la tête partout où il se trouve. Nous faisons cette déclaration en connaissance de cause et pour qui de droit, espérant qu'elle préservera désormais un honnête homme contre tout bruit calomnieux.

Le Constitutionnel demande pourquoi la République se montre si défiante à l'égard des libéraux apportant leur concours sans arrière-pensée. La question nous semblerait toute naïve si elle ne venait d'un confrère aussi exercé. Nous répondrons pourtant.

Qui donc a escamoté si lestement 1830? — Les libéraux, M. Thiers en tête.

Qui s'est soumis immédiatement à cet honnête système qui nous laisse en fuyant le déficit dans les finances et le vol de la caisse d'épargne à combler? — Les libéraux.

Qui applaudissait frénétiquement à la promulgation de l'état de siège et à ces paroles dites avec une joie féroce par Tibère-Bourbon : « La République a pâli! » — Les libéraux.

Qui a voté les fortifications sur l'ordre de M. Thiers? — Les libéraux.

Qui a souillé le pays de cet infâme code de septembre? — Toujours les libéraux.

Qui a mis la France à genoux devant l'étranger? — Libéraux, libéraux.

Et vous vous étonnez de nos méfiances? En vérité,

vous n'êtes pas raisonnables; nous ne voulons pas recommencer la comédie de quinze ans.

Certaines personnes, nous dit-on, s'effarouchent du mot club placé dans le titre de notre journal. Il nous faut les rassurer.

Ce mot signifie assemblée. Si, dans d'autres temps, l'énergie du terme devint significative, c'est que les membres des sociétés étaient obligés de se défendre, avec la France, contre les menées des nobles et du haut clergé, qui attaquaient la patrie, au dehors par les baïonnettes étrangères, au dedans par la conspiration.

Ces nobles, ce haut clergé avaient pourtant fait d'enthousiasme, en apparence, le sacrifice de leurs privilèges dans la mémorable nuit du 4 août; mais l'amour du passé, c'est-à-dire de l'injustice et de la tyrannie revint bientôt, avec lui la trahison, pour dernière phase.

Les conversions subites que nous avons vues ces jours derniers ont une certaine analogie avec l'élan trompeur des privilégiés d'autrefois. Que nos concitoyens veillent donc, afin d'arrêter la marche souterraine des réactionnaires. Cela est plus sensé que de s'épouvanter d'un mot fort innocent en lui-même. Les mots ne sont pas dangereux, mais les méchantes idées et les hommes méchants.

Nous recevons à l'instant l'avis que voici :

LES CAPITALISTES EXPÉDIENT DE L'ARGENT EN FOURGONS SUR LE HAVRE.

Le Gouvernement, auquel nous transmettons immédiatement cette communication, fera son devoir, nous en sommes sûrs.

— On lit dans le Times d'hier :

« La famille de Louis-Philippe est réunie à Claremont, où elle vit modestement avec très-peu de domestiques. Louis-Philippe a manifesté l'intention de résider dans le voisinage de Twickenham; il a déjà entamé des pourparlers afin d'avoir la maison qu'il a occupée précédemment en Angleterre et qui n'est pas louée en ce moment. »

Le pauvre homme! Il va sans doute mettre ses petites économies à la caisse d'épargne. IL EN CONNAIT LE CHEMIN.

Compte rendu des Clubs.

CLUB DES HOMMES LIBRES.

Séance du 12 mars 1848.

Le club des Hommes libres s'est réuni dans la salle Saint-Honoré, 219 bis, sous la présidence du citoyen Lefèvre.

Le président donne lecture du manifeste qui a été adopté le 8 mars dans la salle Montesquieu.

Le citoyen Estibal demande qu'un exemplaire soit distribué à tous les membres du club.

Le citoyen Gadon expose que le manifeste a déjà été discuté devant cinquante personnes, et qu'il serait inopportun de remettre à une autre séance l'acceptation du manifeste. Des questions graves et urgentes réclament un travail actif. Il conclut à ce que le club prononce séance tenante. Après quelques autres observations, l'assemblée décide que le manifeste sera signé immédiatement.

Une seconde lecture est donnée; chaque paragraphe est soumis simultanément à l'acceptation du club.

Le manifeste est adopté sans opposition. Tous les membres signent.

Le citoyen Gadon donne communication du règlement.

Le citoyen Laugier demande que le règlement soit adopté provisoirement, et que l'on ne reçoive parmi les visiteurs que ceux qui auraient adhéré à notre manifeste.

Le règlement est mis aux voix et adopté.

Le président déclare que le club est constitué sous le nom de club des Hommes libres.

L'assemblée est invitée à procéder aux élections définitives des membres du bureau. Sur la proposition de quelques citoyens, le bureau provisoire est maintenu pour quinze jours.

Une commission est nommée pour donner communication aux autres clubs de Paris de la constitution du club des Hommes libres.

Cette commission se compose des citoyens L. Canet, Laugier, Moulon, Serizot, L. Raillet.

Le citoyen Gadon demande que l'on s'occupe des élections de la garde nationale. Il propose de nommer une commission qui sera chargée de s'entendre avec les autres clubs pour s'éclairer mutuellement sur le choix à faire dans les élections prochaines de la garde nationale.

Le citoyen Moulon développe la nécessité du programme qui devra être proposé à l'acceptation des candidats à la représentation nationale.

Ce programme doit contenir les lois principales de la constitution dans la forme républicaine, seule possible.

Le citoyen Dubos pose cette question : « Indemniserait-on les électeurs chargés de nommer les membres de l'assemblée nationale? »

Le citoyen Gimmer est nommé trésorier provisoire du club des Hommes libres.

Le citoyen Philippot demande un salaire pour les ouvriers de la garde nationale les jours où ils seront de service. (Ordre du jour de mardi.)

Le citoyen Laugier demande : Le citoyen habillé aux frais de l'Etat doit-il ou non se présenter comme candidat aux grades mêmes les plus élevés dans la garde nationale? L'armée doit-elle être admise à l'électorat?

Le président est chargé d'écrire à la Société républicaine centrale, et de lui annoncer que le club des Hommes libres est constitué.

Paris, le 12 mars 1848.

Le président, Lefèvre.

Le secrétaire, Muralon.

Séance du 13 mars. — Le club des Hommes libres a dans sa séance d'hier discuté la question relative aux élections de la garde nationale.

Il a été examiné et décidé, sur la proposition du citoyen Gadas, vice-président du club, que les trois pro-

positions suivantes seraient envoyées à tous les clubs de la capitale :

1° Que chaque garde national qui se présentera pour obtenir un grade quelconque sera tenu de se présenter dans une réunion composée et déléguée de tous les clubs de Paris afin de s'expliquer sur toutes les questions qui lui seraient adressées, et que la liste arrêtée par les délégués de tous les clubs sera ensuite soumise à la discussion et au contrôle de chaque club en particulier ;

2° Que chaque candidat porté sur la liste définitivement arrêtée soit obligé de faire une profession de foi qui serait signée et déposée aux archives de la mairie comme garantie de son engagement.

3° Que le candidat soit obligé de prendre en outre l'engagement formel de donner sa démission et de se soumettre à la réélection si la majorité des électeurs qui l'aurait nommé jugeaient qu'il a manqué à ses engagements et qu'il ne mérite plus le mandat qui lui avait été confié. S'il s'y refusait, son nom serait inscrit sur les procès-verbaux de tous les clubs, et au commencement de chaque séance le président dirait au club : « Un tel a manqué à l'honneur en se refusant à l'exécution d'un engagement librement consenti. »

Au commencement de la séance, deux délégués de la société Centrale républicaine sont venus soumettre au club des Hommes libres l'adresse de ce premier club au Gouvernement provisoire pour demander l'éloignement des troupes de la capitale et que les élections fussent remises à une époque plus éloignée. Ces deux propositions ont été adoptées, sauf quelques modifications, sur la proposition du citoyen Gadas, et le club a nommé pour le représenter à la réunion générale de demain le citoyen Lefèvre son président, et le citoyen Gadas, son vice-président.

La quatrième séance a été fixée à demain 7 heures, rue Saint-Honoré, 219 bis.

Pour extrait conforme :

Le secrétaire NAVOISEAU.

CLUB CENTRAL RÉPUBLICAIN.

Le Club central républicain, dans sa séance d'hier soir, vient d'adopter, sur la proposition du citoyen Blaquière, son président, la motion suivante : « Que tous les clubs soient invités à se réunir pour demander au Gouvernement provisoire l'ajournement de toutes les élections, et celles de la garde nationale et celles de la nouvelle assemblée constituante qui va être appelée à prononcer sur les destinées de la République. » Le citoyen Michelot a ainsi motivé la mesure :

« Citoyens, a-t-il dit, je parlerai d'abord des élections de la garde nationale, fixées au 18 du courant. Ce délai est trop court; elles ne peuvent avoir lieu. Je vais dire pourquoi. Il se forme dans l'ombre des complots qui ont pour but d'exclure les prolétaires de tous les grades et en même temps de les empêcher de voter. Je prouve.

La plupart des officiers de l'ancienne garde nationale veulent se faire réélire et refouler ce qu'ils appellent la *populace*; car c'est ainsi qu'ils osent qualifier ces braves prolétaires qui nous ont conquis la République. Or, vous ne pouvez ignorer que cette garde nationale n'avait été formée que pour perpétuer en France le régime déchu; qu'elle est composée d'hommes soigneusement triés parmi ceux qui étaient le plus aveuglément dévoués à la dynastie citoyenne, d'hommes habitués depuis longtemps à aller recevoir au château des poignées de mains, des croix, des raouts, et autres menues broutilles de la faveur royale... Quoi! vous voudriez qu'après quinze jours de République, les gardes nationaux aient abjuré leurs amours et leurs préférences pour une monarchie dont ils étaient les *Benjamins*!... Mais le bon sens s'oppose à ce que nous puissions croire à une telle métamorphose.

De pareilles conversions seraient miraculeuses; or, nous ne sommes plus au temps des miracles. Il faut croire, pour l'honneur de l'humanité, que de tels hommes ne peuvent être déjà républicains. On ne passe pas aussi vite du blanc au noir. Ce serait un scandale inouï. Il est donc évident que la plupart de ces messieurs voient la République avec dépit, et que s'ils cabalent pour être réélus, c'est afin de pouvoir à la première occasion rendre quelque service au régime objet de leurs prédilections. L'exclusion des prolétaires est donc décidée par eux, et pour cause. »

Une voix. Les preuves!

Des preuves? eh bien! en voici dont les gens de bonne foi seront émus. Déjà dans divers arrondissements, les gardes nationaux, chefs et soldats ont eu des réunions. Des bureaux ont été improvisés. Les *ci-devant* et tous ceux de leur bord peuvent parler et donner à leurs professions de foi une teinte plus ou moins républicaine. On les écoute, on les applaudit, quoique leurs discours actuels soient en désaccord complet avec leurs actes d'il y a trois semaines... Mais un démocrate longuement connu, un prolétaire veut-il prendre la parole, on le somme de décliner ses noms, prénoms, sa profession, sa demeure, son histoire; on fouille dans sa vie intime, on lui fait subir des interrogatoires humiliants; c'est une inquisition révoltante, et si après tant de déboires, il lui est enfin donné d'aborder la tribune, ce sont des cris, des interruptions continuelles; il lui faut en descendre au milieu du désordre le plus affligeant. Aussi les pauvres prolétaires aiment-ils mieux se retirer que d'affronter les sarcasmes, les ironies et les dédains de tous les gens comme il faut de la cour citoyenne.

Une autre preuve, citoyens. Je me suis présenté avec quelques amis à la place Maubert. Nous y avons réuni quatre à cinq cents de ces pauvres prolétaires qui s'assemblent en ce lieu le soir, après les fatigues de la journée. Eh bien! tous nous ont assuré qu'ils étaient allés se faire enregistrer à leurs mairies, et qu'on a toujours éludé de leur donner des fusils. Ils n'ont pu en obtenir, quelque démarche qu'ils aient faite. Les boutiquiers seuls en ont! Mais les prolétaires!... Allons donc! Est-il possible de laisser des armes dans les mains de tels gens?... Y aurait-il sécurité pour l'ordre bourgeois qui nous régit encore?... Voilà ce que disent et répètent ces graves personnages de la garde nationale de Louis-Philippe.

On ne peut donc sans danger pour la République faire les élections maintenant, parce que les cabales des partisans du régime déchu sont encore toutes puissantes, et que les prolétaires ne sont ni assez éclairés

rés sur leurs droits et leurs devoirs ni assez compactes pour lutter aux élections contre les républicains du lendemain. Si, au contraire, un délai est accordé, les prolétaires auront le temps de se compter, de s'éclairer et de se concerter pour déjouer les manœuvres hostiles.

Tout ce que je viens de dire pour faire ajourner les élections de la garde nationale s'applique aussi bien aux élections de l'assemblée constituante. Je vote donc pour l'ajournement de toutes les élections.

Les citoyens Blanqui, Hervé, Viatène et plusieurs autres orateurs ont parlé dans le même sens et avec une éloquence très-remarquable. Tous ont ajouté de nouveaux faits à l'appui de la motion. Nous n'en citerons qu'un seul :

« Pendant la lutte de février, ces mêmes gardes nationaux qui veulent occuper tous les emplois sous la République actuelle désarmaient les prolétaires qui allaient combattre le despotisme, et ces gardes nationaux s'efforcent aujourd'hui d'envahir les positions que les prolétaires ont conquises!... Mais c'est incroyable!... Et nous le souffririons!... »

« Ce serait une honte! Il faut à la République des hommes nouveaux; sans cela, point de salut!... Les hommes du lendemain viendront plus tard, quand ils auront donné des gages au nouvel ordre de choses. »

La motion a été mise aux voix et adoptée à une forte majorité.

CLUB DES DROITS DE L'HOMME.

La société des Droits de l'homme et du citoyen, dispersée après l'insurrection d'avril 1854, vient de se reconstituer. Composée en grande partie des anciens sociétaires, tous gens d'un républicanisme éprouvé, et qui ont donné depuis dix-huit ans des gages de leur foi politique, elle fait appel à tous les amis sincères de la République.

Pour elle, ce grand mot de République n'exprime pas seulement une forme particulière de gouvernement, mais bien une constitution nouvelle de la société, une nouvelle distribution du travail et des richesses, une révolution complète dans les mœurs, une forme nouvelle de civilisation; enfin l'application entière, absolue de cette magnifique devise de notre nouveau Gouvernement : Liberté, Egalité, Fraternité.

La société des Droits de l'homme a relevé son ancien drapeau, la déclaration des Droits de 1793. Son but est d'organiser dans toute la France une légion d'hommes de cœur et d'honneur déterminés à soutenir les principes qui l'ont dictée et à mourir s'il le faut pour les faire triompher.

L'association compte sur l'appui de ceux qui, déshérités jusqu'à présent de leurs droits politiques et sociaux, veulent que la victoire du peuple porte ses fruits; elle les appelle dans son sein.

Son organisation toute militaire, puissante par son unité, et qui place sous la main de ses chefs l'association tout entière, en leur permettant une convocation générale en quelques heures, peut donner une idée de sa puissance.

Les vrais démocrates, les sincères amis de la République, comprendront la nécessité absolue de s'unir, de serrer leurs rangs, de se compter pour faire triompher, dans les prochaines élections, la cause pour laquelle ils ont souffert, le principe auquel ils ont voué leur vie.

Les séances du club se tiennent tous les soirs à sept heures et demie, au Conservatoire des arts et métiers, rue Saint-Martin. Là, des discussions publiques auxquelles chacun peut prendre part, même les citoyens étrangers à la société, contribuent à éclairer le peuple sur l'étendue de ses droits et de ses devoirs, lui font connaître ses amis et ses ennemis, et le mettent à même de voter aux élections prochaines avec connaissance de cause.

Déjà les travaux du club sont commencés. En voici le résumé.

Les premières séances, toutes de recrutement et d'organisation, ont été remplies par les inscriptions nombreuses qui se sont faites et qui montent maintenant à plus de mille.

Les discussions n'ont pu commencer que le 7. — Voici la substance des divers procès-verbaux des séances jusqu'à ce jour.

Séance du 7. — Après un discours du citoyen Villain, président, sur les appétits voraces des hommes du lendemain et l'impudeur des anciens satisfaits, une vive discussion s'est élevée sur le retard que le Gouvernement provisoire met à l'armement des gardes nationaux nouvellement inscrits sur les contrôles. Ce retard a été attribué au mauvais vouloir des administrateurs, qui, nommés sous l'ancien gouvernement, ont en partie conservé leurs places, et l'on a signalé à ce propos les mauvais choix faits par le Gouvernement provisoire.

Séance du 8. — Sans rendre compte des nombreux incidents de cette séance, nous parlerons seulement des décisions qui y ont été prises, les unes à l'unanimité, d'autres à une immense majorité :

1° La nomination d'une commission chargée de s'entendre avec les autres clubs, bien pensants, sur toutes les questions relatives aux élections, et de dresser, par exemple, une liste des représentants à élire, afin que tous les clubs républicains votent comme un seul homme;

2° L'expulsion absolue de la troupe de ligne de Paris, la garde nationale, augmentée comme elle doit l'être, suffisant au service de la capitale;

3° La fermeture des ateliers et magasins tout le temps que dureront les élections générales;

4° Le rejet d'une proposition d'indemnité pour les ouvriers qui passeraient leur temps aux élections.

Séance du 9. — Le citoyen Blu, secrétaire du club, signale le mauvais vouloir des fabricants, qui résistent au décret sur les 10 heures de travail, ou qui l'écludent adroïtement, et dans leur intérêt bien entendu, et leur conseille de ployer s'ils ne veulent pas qu'on les brise.

Après quelques mots sur l'organisation du travail, on passe à la discussion sur les élections. Quelques explications sont demandées sur les six mois de résidence exigés pour être électeur.

Un citoyen demande que le vote soit public. Après une vive discussion, l'assemblée adopte le vote secret, comme il est indiqué dans l'arrêté.

Séance du 10. — On a fait la proposition de nom-

mer un suppléant à chaque représentant pour le remplacer immédiatement s'il manquait à son devoir.

Séance du 12. — Dans la journée, convocation des chefs de section aux Arts et Métiers. Lecture d'un ordre du jour adressé à tous les sociétaires, dont voici la teneur :

Ordre du jour du 12 mars.

Citoyens, au nom du comité central des Droits de l'homme, après délibération, je vous invite collectivement, quelles que soient les fonctions que vous occupez dans l'association, à écrire dans tous les départements de la République, à vos correspondants, amis et parents, pour les engager à s'affilier avec le comité directeur de Paris, qui leur fournira les instructions nécessaires pour rallier toute la partie saine de la population à la République, organiser les électeurs, et, par suite, avoir une représentation purement démocratique.

Nous espérons que l'appel que nous faisons à nos sectionnaires sera entendu et produira ses fruits; nous invitons les sections à faciliter ce travail à leurs sectionnaires. Ils recevront les propositions faites par eux, en feront part à leurs chefs d'arrondissement, qui leur remettront les instructions du comité central.

Nous ne saurions trop recommander aux commissaires d'arrondissement chargés de l'enseignement politique des sectionnaires à veiller à ce que la tenue des séances ait lieu régulièrement, et de faire procéder dans le plus bref délai à l'élection des chefs de centurions qui, par leur rapport journalier avec leurs sections, seront plus aptes que personne à expliquer les instructions du comité aux membres de ladite Société sous leurs ordres.

Le comité vous engage à ne rien négliger pour compléter votre armement, en vous faisant inscrire de suite sur les rôles de la garde nationale, et à décider, vu l'urgence, que, dans chaque section, un membre sera désigné pour recevoir des instructions pratiques qui les mettront à même de fabriquer 10 kil. de poudre de guerre par heure. Fasse le bon génie de la France que nous ne soyons pas obligés de mettre le moyen en pratique; mais il faut nous tenir sur nos gardes et veiller!

L'article 42 du règlement exige de chaque chef d'arrondissement un rapport écrit sur l'état matériel et moral des sections sous ses ordres. Ils adresseront ce rapport au citoyen secrétaire en permanence aux Arts et Métiers, qui les communiquera au comité chaque soir avant l'ouverture des séances.

Dans le premier rapport qu'ils feront, ils mentionneront le nombre des centurions qu'ils auront fait nommer, leurs noms, professions et adresses.

Ils les chargeront de dresser un état de leurs sections. Cet état contiendra le numéro de section, le nombre des membres la composant; le nom, la profession et l'adresse de chacun d'eux; le lieu et l'heure de la réunion; le nombre de fusils que possède chaque section.

A la séance du soir, deux citoyens délégués du Club central républicain soumettent à la société le projet de présenter une adresse au gouvernement, qui contiendrait les reproches suivants :

Les choix déplorables des commissaires envoyés dans les départements;

Le maintien de la magistrature et des fonctionnaires de Louis-Philippe;

L'écartement systématique des vieux patriotes;

Le désarmement des combattants des barricades;

L'appel à Paris de troupes soldées;

La menace de formation d'une garde urbaine, résurrection sous un autre nom de la garde municipale;

Enfin la convocation précipitée des comices électoraux.

Ces questions seront soumises à la discussion; quelques-unes, au reste, sont déjà résolues.

Enfin le citoyen Max a fait la proposition de nommer des délégués dans les départements pour y former des clubs et pour éclairer l'opinion publique. La proposition est adoptée à l'unanimité, et l'on vote immédiatement des fonds pour cet objet.

Séance du 13. — Un citoyen qui garde l'anonymat fait à la société des Droits de l'homme le don d'un fort beau fusil de chasse qui a servi dans les journées de février, pour que la vente en soit opérée au profit de la caisse sociale.

L'ordre du jour était la discussion sur divers griefs formulés contre le Gouvernement par le Comité central.

La Société des Droits, sur la question du mauvais choix des commissaires et sur le maintien de la magistrature de Louis-Philippe, déclare à une grande majorité que le blâme lui semble mal fondé et inopportun.

Sur la question du désarmement des patriotes, après avoir entendu une foule de citoyens qui déclarent qu'on n'a désarmé personne, que s'il y a eu quelqu'un de désarmé ce sont les gens qui se sont désarmés eux-mêmes en allant vendre leurs fusils;

En conséquence, le Comité central n'ayant point précisé de faits, la question est écartée.

Quant à la formation de la garde urbaine, après un vif débat, la solution de la question est ajournée comme n'étant point suffisamment éclairée.

Le président, J.-L. VILLAIN.

Le secrétaire, J. BLU.

Faits divers.

La faculté des lettres de Paris vient de déposer à la mairie du 11^e arrondissement la somme de 700 francs pour les blessés de février et les ouvriers sans travail.

Il est du devoir de tout citoyen de se faire inscrire immédiatement aux rôles de la garde nationale; il est du devoir des employés des municipalités de recevoir, à toute heure, les demandes d'inscription qui leur sont adressées. Le dimanche surtout, le devoir est plus impérieux pour ces derniers de rester à leur poste, et de se montrer empressés vis-à-vis des ouvriers que le travail de la semaine a retenus dans les ateliers ou dans les fabriques.

Les élections auront lieu le 18 mars, samedi prochain. Les employés des municipalités devaient donc déployer aujourd'hui une plus grande activité. Et cependant, si nous en croyons les renseignements qui

nous arrivent de différents côtés, loin d'accueillir les citoyens avec empressement, on les a souvent repoussés. Un de nos collaborateurs notamment s'est présenté ce matin à la mairie du 6^e arrondissement pour se faire inscrire; il a trouvé dans les bureaux quelques citoyens qui attendaient que messieurs des bureaux voulussent bien prendre leurs noms.

Après quelques instants, notre collaborateur, s'étonnant qu'on ne fût pas plus expéditif, s'informa du motif de cette mauvaise volonté. On lui répondit assez rudement qu'on n'avait pas le temps d'inscrire les noms des citoyens qui venaient le dimanche, parce qu'il fallait mettre en ordre les inscriptions des jours précédents; que d'ailleurs rien ne pressait, que le recensement se ferait facilement à domicile, avant le 15; somme toute, notre ami et les ouvriers qui l'accompagnaient ne purent être admis, malgré leurs légitimes réclamations.

Le temps presse : le commandant supérieur de la garde nationale a un devoir à remplir, c'est d'ordonner immédiatement que les inscriptions seront faites dans toutes les mairies depuis sept heures du matin jusqu'au soir après le travail. Par ce moyen, les ouvriers qui vont à leurs travaux, les petits employés qui sont retenus dans leurs bureaux, ne seront pas forcés d'attendre jusqu'après les élections pour user de leurs droits. Il faut surtout que la plus grande publicité soit donnée à cette mesure, car c'est le seul moyen d'éviter toute difficulté et de prévenir toute défiance.

— A Manchester, le 9, le tumulte a continué dans les rues sans autre dommage que des lanternes brisées. Le soir, la ville a repris sa tranquillité; mais on attendait de nouveaux troubles pour le lendemain. A Manchester et à Liverpool, comme à Londres, les citoyens allaient en foule prêter serment comme constables spéciaux.

En Irlande, des meetings monstres sont annoncés pour le 17; on dit qu'ils seront interdits.

— Les journaux anglais d'hier contiennent les nouvelles suivantes des États-Unis :

« L'*Hibernia* est arrivé à Liverpool, apportant 40,000 liv. sterl. d'espèces. L'ancien président Quincy Adams est mort subitement dans le congrès. Les affaires, à Washington, étaient entièrement suspendues. Des troubles avaient eu lieu à Nicaragua. Les autorités anglaises étaient intervenues. »

— Nous avons fait connaître, il y a quelques jours, la nouvelle constitution accordée à la principauté de Monaco par le prince Florestan. Les événements ont marché depuis. Cette constitution, d'abord acceptée, n'a point paru suffisante et a été mise de côté. Nous recevons de Menton une lettre qui donne avis de la proclamation de la République et de la formation d'un gouvernement provisoire.

— La tentative que le roi Ferdinand a faite pour opérer une conciliation entre le royaume de Naples et la Sicile a échoué. Le ministère libéral qu'il avait nommé il y a quelques jours a été contraint de se retirer devant les prétentions exclusives des Siciliens.

— On écrit de Vienne, le 3 mars, au *Mercure de Souabe* :

« Les armements continuent; tous les semestriers sont rappelés, et on a fait de nouveaux achats de chevaux de remonte. Notre cabinet semble envisager les événements de Paris avec beaucoup de calme. La Russie est, assure-t-on, plus que jamais résolue à déployer, en présence des événements, des forces militaires imposantes. Elle commencera par envoyer un corps d'armée considérable à la frontière de la Pologne et de la Galicie, qui pourrait, en cas de besoin, servir de réserve à l'armée autrichienne. Depuis quelque temps, on se prépare à fondre des roubles d'argent en monnaie autrichienne. On attend, dit-on, de Saint-Petersbourg 45 millions, qui seront garantis par la fortune de la famille impériale. La famille d'Est a offert, assure-t-on, 50 millions de florins; en sorte qu'il ne sera pas nécessaire de créer de nouvelles charges. Plusieurs banques intéressées dans les emprunts publics ont également fait des offres d'avances en espèces, mais on ne les a pas acceptées. »

— On lit dans un journal de Lyon :

« Les jésuites viennent d'être chassés des États sardes. Ceux de Chambéry, qui possédaient un collège magnétique, ont dû quitter cette ville dans la journée du 5 mars. Depuis lors, les voitures publiques de Chambéry à Lyon sont envahies par nos jeunes compatriotes que leurs parents avaient envoyés en Savoie pour être placés sous la direction des jésuites. Ils rentrent tous dans le sein de leurs familles et vont augmenter le nombre des élèves de nos lycées. »

— On écrit de Madrid, le 6 mars :

« La reine a manifesté la plus vive satisfaction en apprenant que sa sœur, madame la duchesse de Montpensier, et le duc son mari, étaient arrivés sains et saufs à Londres. »

« Hier, à l'occasion des promenades des masques dans les rues, les *exaltés* avaient eu, à ce qu'il paraît, quelque velléité de provoquer des désordres; le gouvernement avait été informé de ces intentions. Toutes les troupes étaient consignées dans leurs casernes, et le général Narvaez avait de bonne heure commencé l'inspection des divers postes et harangué les troupes. Les mesures de précautions adoptées par l'autorité ont continué aujourd'hui. »

« Le sénat a tenu séance aujourd'hui. Il a été donné lecture du projet de loi approuvé par le congrès, autorisant le gouvernement à suspendre l'article 7 de la constitution, et à lever en cas de besoin un emprunt de 200 millions de réaux. Le sénat a procédé immédiatement dans ses bureaux au choix des membres de la commission chargée de faire un rapport sur ce projet de loi. »

Comme on le voit, les leçons n'ont pas servi partout. A bientôt.

— On lit dans le *Journal de Francfort* du 9 mars :

« On nous écrit de la Silésie que la princesse Soukowska a été assassinée. On ne sait pas quelle a pu être la cause de cet assassinat. »

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Laerampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.